

Service Protection de l'Environnement  
33, avenue de Romans  
B.P. 96  
26000 Valence

Valence, le 10/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EARL DES CHABERTES**

265 Chemin du Poyet  
26800 Montoison

Références : MR/2024- 02884  
Code AIOT : 0052600474

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement EARL DES CHABERTES implanté 265 Chemin du Poyet 26800 Montoison. L'inspection a été annoncée le 10/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL DES CHABERTES
- 265 Chemin du Poyet 26800 Montoison
- Code AIOT : 0052600474
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage de volailles au régime IED autorisé pour 48600 emplacements repartis dans 3 bâtiments.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024

#### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Sans objet
2	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
3	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Sans objet
4	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
5	Accès secours	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
6	Prévention des	Arrêté Ministériel du 27/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	accidents	article 13	
7	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
8	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
9	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
10	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection était en vide sanitaire. La sécurité incendie est régulièrement suivie dans cet établissement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dossier installations classées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : [...] le registre des risques (art. 14). Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b>  Conforme, l'exploitante a présenté à l'inspection le registre des risques de l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  « 1. L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes). « L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante. « L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024. « L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières

stockées.
<b>Constats :</b>  Conforme, absence de modification sur l'installation, un nouveau plan a été remis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.
<b>Constats :</b>  Conforme, l'exploitante a présenté les fiches de données de sécurité des produits stockés et utilisés. Le nettoyage et la désinfection des bâtiments entre les bandes sont assurés par un prestataire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage locaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.  Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b>  Conforme, absence de poussières aux abords des bâtiments et dans les locaux. Le jour de l'inspection le site était en vide sanitaire suite à une contamination par des salmonelles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Accès secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès secours
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.



<p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations Existantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme, l'installation est accessible aux véhicules d'intervention par deux accès au nord et sud sur le chemin du Poyet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Prévention des accidents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents Dispositions constructives</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme, un poteau d'eau d'incendie est situé à environ 100 m au nord de l'installation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Prévention des accidents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents Dispositions constructives</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li> <li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conforme, les locaux sont équipés d'extincteurs adaptés aux risques (CO<sub>2</sub>, poudres, eau). La vérification des extincteurs est réalisée chaque année, le dernier passage a eu lieu le 19 février 2024.</p>

<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>
----------------------------------------------

**N° 8 : Prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</b>
-------------------------------------------------------------------------------

<b>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents Dispositions constructives</b>
--------------------------------------------------------------------------------------------

**Prescription contrôlée :**

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant

Notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112, ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

**Constats :**

Conforme, la vérification des extincteurs est annuelle, l'enregistrement des dates est consignée dans le registre des risques. Les vannes de coupures de gaz sont identifiables devant chaque bâtiment. L'exploitante a présenté avec le plan des zones à risques les dispositions immédiates en cas de sinistre ou d'accident.

<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>
----------------------------------------------

**N° 9 : Dispositifs de prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</b>
-------------------------------------------------------------------------------

<b>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents</b>
--------------------------------------------------------------------------------

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des Risques.

**Constats :**

Conforme, les vérifications électriques sont annuelles, la dernière vérification a eu lieu le 5 décembre 2023.

<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>
----------------------------------------------

**N° 10 : Dispositifs de prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</b>
-------------------------------------------------------------------------------

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de prévention des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>« L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>« Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de L'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques. »</p>
<b>Constats :</b>  <p>Conforme, un registre est tenu à jour et a été présenté à l'inspection le jour du contrôle voir les précédents points.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite